

**SOCIÉTÉ**

Délocaliser le bac, la dernière cartouche de Blanquer

La contestation contre la réforme continue. Le ministère envisage de faire passer les épreuves de contrôle continu dans des centres d'examen.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

EMPÊTRÉE depuis un mois et demi dans l'organisation des épreuves de contrôle continu du nouveau bac, l'Education nationale vient de dégainer une dernière cartouche pour sortir de l'ornière des blocus lycéens.

Dans la poignée d'établissements où la tenue des épreuves reste impossible, les rectorats délocaliseront élèves et copies dans des centres d'examen. Une troisième et dernière sommation, en somme, avant le zéro. « La consigne est de donner une dernière opportunité d'organiser les épreuves localement, mais si ce n'est pas possible, on passe en mode centre d'examen. C'est l'ultime solution, confie-t-on au cabinet du ministre, Jean-Michel Blanquer. Les décisions seront prises au cas par cas. »

Le coup de semonce du zéro

A Rennes, le recteur l'a déjà expérimenté le 5 février : les 1^{er} du lycée Bréquigny ont planché sur l'histoire-géographie ou les langues dans un autre lycée... et sous escorte policière. L'institution a déjà brandi un premier épouvantail pour faire

rentrer dans le rang les classes surchauffées : la menace d'un zéro pointé aux élèves refusant de passer ces « épreuves communes de contrôle continu » (E3C) qui comptent chacune pour moins de 2 % de la note finale du nouveau bac.

Un coup de semonce relativement efficace. « Les vacances ont porté conseil, les situations se sont apaisées dans de nombreux endroits », souffle un conseiller ministériel.

Même si aucun zéro n'a été définitivement acté, « les élèves ont la pression, redoublée par celle des parents qui s'inquiètent, et on peut les comprendre... », remarque un professeur du lycée Simone-de-Beauvoir, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise).

Enseignants et élèves s'y sont mobilisés contre la réforme la semaine dernière et même les plus hostiles au « bac Blanquer » hésitaient ce week-end à chahuter la séance de contrôle continu prévue en début de semaine.

Les critiques de l'Inspection générale

A Paris, neuf lycées sont encore concernés par des difficultés, dont quatre où la tenue des épreuves semble

compromise, selon les chiffres officiels actualisés vendredi. Après une séance de jets de fumigènes et d'œufs au retour des vacances, le proviseur de Turgot, dans le III^e arrondissement, a pris l'initiative de reporter la session à... « l'année prochaine ». Une poignée d'autres établissements en Ile-de-France restent perturbés, et la fin des congés ce matin pour les élèves de la zone B pourrait accroître le nombre de foyers de colère.

Selon le SNPDEN-Unsa, le principal syndicat des professeurs, environ la moitié des lycées auraient connu des couacs, des plus mineurs aux plus violents, depuis le début des E3C le 20 janvier.

L'Inspection générale de l'Education nationale, dans une note rendue publique jeudi, a elle aussi critiqué l'organisation des épreuves de contrôle continu, perçues comme des mini-bacs lourds et mal ficelés – tout l'inverse de la « simplification » promise par la réforme.

Rue de Grenelle, on préfère compter les 1650 000 copies déjà arrivées à bon port, dont huit sur dix sont déjà notées. Il en manque encore 50 000, qui devront être rédigées et corrigées très

vite : les commissions d'harmonisation sont censées se réunir dans le courant du mois, et les notes remises à partir du 15 mars.

« D'ici là, le ministère pousse le bouchon pour qu'un maximum de lycées passent les épreuves, mais il n'est pas du tout certain qu'on arrive à 100 % », estime Philippe Vincent, le porte-parole du SNPDEN. « Il faut envisager que, par endroits, les épreuves ne se passent pas, et dans ce cas la solution la plus évidente est de remplacer la note par la moyenne du bulletin des élèves », plaide le proviseur.



PHOTOGR. « QUEST FRANCE »/MAYPPP

Rennes (Ille-et-Vilaine), le 5 février. Les épreuves E3C du lycée Bréquigny se sont déroulées dans un autre lycée, sous protection policière.